

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le «Plan Loup» doit être révisé Manifestation du 20 novembre 2009 sur la Place fédérale à Berne

thk. Pour une fois la place fédérale offrait une autre coulisse que d'habitude. La place était entièrement entre les mains des éleveurs de moutons et de chèvres et des amis de la garde des animaux de ferme. Le nombre de manifestants était considérable. La place fédérale était bien occupée et les organisateurs parlaient d'environ 800 participants. Mais ce n'étaient pas seulement des humains engagés qui ont peuplé la place. Des chèvres et des moutons avaient fait le voyage de la capitale fédérale et ont donné ainsi à bon nombre de citoyens une impression insolite et tout à fait sympathique.

Ils sont tous venus suite à l'invitation de la *Fédération suisse d'élevage ovin* (FSEO) de la *Fédération suisse d'élevage caprin* (FSEC) et de l'*Association de défense contre les grands prédateurs* (ADGP). Sur différentes pancartes et banderoles les organisateurs ainsi que certains éleveurs et propriétaires d'animaux ont attiré l'attention sur la situation actuelle intenable et ont ainsi soutenu un changement de perspective en matière de la conservation des espèces. Toute la Suisse y était représentée: de l'extrémité des Grisons jusqu'en Romandie, du Tessin jusqu'au canton de Schaffhouse. Personne ne voulait se priver de cette rencontre et de la possibilité de manifester en commun pour une solution raisonnable. La solidarité ainsi que l'intérêt pour une politique raisonnable à propos des grands carnassiers sont vifs. Des éleveurs de moutons et de chèvres concernés ont même fait le voyage depuis l'Italie et la France limitrophes pour faire preuve de leur solidarité et certainement aussi pour



Le nombre des manifestants était considérable. Ils ont rendu attentif à la situation intenable et ont demandé un changement du «Plan Loup». (toutes les photos thk)

montrer quelles sont les conséquences d'une «politique du loup» qui n'est pas orientée vers le bien commun. Les éleveurs et amis de la garde des animaux de ferme français et italiens souffrent de dommages massifs

causés par les loups. Plusieurs personnes présentes ont exprimé leur espoir qu'avec cette manifestation et les interventions politiques «la raison se réinstallera au parlement», que les services fédéraux responsables

reconnaîtront enfin l'échec du «Plan Loup» et le réviseront. Malgré la gravité du problème – sur de différentes images on pouvait voir quel champs de bataille atroce le loup laisse derrière lui dans un troupeau de moutons ou de chèvres – les manifestants se sont montrés optimistes et sont convaincus que ça bouge dans l'affaire des grands carnassiers.

Construire des ponts entre la population citadine et campagnarde

La manifestation a attiré beaucoup de passants qui ont écouté attentivement les différents intervenants.

Le début a été fait par le président de la *Fédération suisse d'élevage ovin*, German Schmutz, co-organisateur de cette manifestation impressionnante. Dans son discours il a invité à un dialogue constructif avec les services fédéraux mais aussi avec la population. «Nous voulons construire des ponts entre les populations des villes et des campagnes», a-t-il souligné, «et empêcher ainsi que les grands carnassiers soient la raison d'une division de la population.» Ce n'est pas possible que la protection du loup domine la protection des animaux de la ferme. «Le concept actuel n'est pas équilibré, il protège de façon unilatérale et doit être révisé d'urgence.» German Schmutz exige «un avenir pour les animaux de la ferme» et remercie les conseillers nationaux et des Etats qui ont repris dans différentes motions la requête des associations de la garde des animaux de la ferme.

Suite page 2

Chercher une solution par le dialogue

Interview de German Schmutz, président de l'Association suisse des éleveurs de moutons



German Schmutz

Horizons et débats: Qu'attendez-vous de la grande manifestation d'aujourd'hui?

German Schmutz: Nous voulons attirer l'attention sur nos droits et notre souhait de maintenir l'espace vital de nos animaux d'élevage. Cela signifie qu'il doit toujours y avoir des éleveurs de moutons et de chèvres en Suisse et que la réintroduction des grands prédateurs ne doit pas détourner les jeunes de l'élevage parce que nous ne parvenons pas à adopter une réglementation pour faire face à cette menace.

Un autre objectif très important est de rapprocher la ville et la campagne et pour cela, nous devons engager le dialogue. Mais nous ne pourrions le faire que si on nous le propose et alors nous pourrions faire valoir

notre point de vue. Récemment, nous avons eu un entretien avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et nous sommes persuadés que nous trouverons une solution.

Nous en avons assez des consultations, des déclarations écrites, des discussions internes – tout cela étant pris sur nos loisirs – avec pour résultat qu'on n'en tient absolument pas compte. On nous a tout simplement écartés. Une loi a été adoptée sans qu'on nous demande notre avis. C'est antidémocratique.

Si l'on prive les éleveurs de leurs moutons, que vont-ils faire? Ils ont trop peu d'animaux d'alpage. Les jeunes familles devront abandonner l'élevage et les alpages ne seront plus exploités. Cela va entraîner le retour des alpages à l'état sauvage. En outre, nous ne sommes pas là uniquement pour les éleveurs de moutons et de chèvres: nous défendons les intérêts d'autres personnes. Que va devenir le tourisme? Allons-nous connaître la situation de certaines régions du Tessin où l'on ne peut plus se déplacer en dehors des villages parce que la nature est retournée à l'état sauvage? Est-ce là le but de la protection de l'environnement?

Nous sommes favorables à la protection des animaux et du paysage, mais pas de cette façon. Il faut un certain équilibre et nous avons le droit de nous exprimer.

Le Conseil fédéral a un peu calmé le jeu en ce qui concerne la protection des loups. Qu'en pensez-vous?

Nous sommes très heureux que le Conseil fédéral ait vu que son concept ne fonctionnait pas. C'est un premier pas, mais il faut aller plus loin. Qu'allons-nous faire dans quatre, cinq ans si nous avons 20 loups par canton?

Cela veut dire que je ne pourrai plus sortir le soir avec mes petits enfants. Le risque est trop grand. Il y a certes loups et loups, mais nous n'avons que faire, en Suisse, de loups qui causent des dégâts. Dans cette situation, nous devons agir et nous n'allons pas demander à Bruxelles ce qu'il faut faire.

A votre avis, comment les choses vont-elles évoluer?

La manifestation d'aujourd'hui l'a montré: nous voulons rapprocher la population urbaine et la population rurale. Nous voulons nous faire entendre en ce qui concerne les lois, le *Concept Loup*, trouver une solution par le dialogue. Nous souhaitons que les motions aboutissent et que nous soyons satisfaits des décisions du Parlement.

Nous avons actuellement des missions plus importantes que la protection des loups. Il y a des gens pauvres en Suisse et il serait beaucoup plus judicieux de mettre à la disposition des plus démunis sans défense – et ils sont nombreux – l'argent que nous dépensons pour les loups. Cet argent ne doit pas aller à ceux qui ont fait de leur hobby une profession. Je ne les critique pas, ils font cela très bien, c'est important pour eux mais, franchement, peu de personnes voient les loups. Nous devons fixer des limites. Il est grand temps de réagir car ce sera bientôt trop tard.

La Confédération ne cesse de répéter que la solution consiste dans la protection des troupeaux et qu'il faut l'optimiser. Partagez-vous cette idée?

La protection des troupeaux a déjà eu des effets positifs, mais imaginez ce que

cela représente de rassembler 700 à 800 bêtes et de les parquer. Cela représente un énorme stress pour les animaux, qui n'est pas moins important que celui représenté par les loups qui s'attaquent aux moutons pendant la nuit. Et les petits alpages, où la protection des troupeaux est beaucoup trop coûteuse, retournent complètement à l'état sauvage. Nombreux sont ceux qui exploitent un petit alpage sans toucher un centime de subventions. On entend souvent dire que les éleveurs de moutons reçoivent beaucoup trop d'argent de la Confédération, mais c'est faux. Seuls environ 45% d'entre eux remplissent les conditions requises pour recevoir des «aides directes». Nous faisons à nos frais de la protection du paysage pour le tourisme. Il ne faut pas l'oublier. La protection des troupeaux n'est tout simplement pas possible.

Ce serait certainement bien que nous ayons partout en Suisse une bonne protection des troupeaux avec de bons chiens, mais le loup n'attend évidemment pas qu'un animal mort tombe du ciel: il va le chercher là où aucun danger ne menace. C'est cette brèche qu'il va chercher. Et nous revoilà à notre point de départ, à la différence près que nous avons dépensé des milliers et des milliers de francs pour la protection des troupeaux. Et qu'observons-nous? Le nombre de loups ne cesse d'augmenter. Actuellement, il y en a entre 12 et 15 en Suisse, mais si, plus tard, nous en avons 20 par canton, qui va pouvoir faire face?

Est-il juste que le peuple se divise sur cette question? Non. Nous avons vraiment des problèmes plus importants que celui de la protection des loups. J'espère que cette idée s'imposera.

«Le Plan Loup» doit ...»

suite de la page 1

La Suisse –
trop peu d'espace vital pour le loup

Le conseiller national *Roberto Schmidt* ne mâche pas ses mots en constatant sans équivoque: «Le loup n'a rien à voir en Suisse!» L'espace alpin suisse est trop petit, trop exigu, trop peuplé et dans ces circonstances «un ensemble d'animaux de la ferme avec le loup n'est plus tolérable dans les conditions cadres actuelles». Il se montre solidaire avec



Roberto Schmidt

les Valaisans dont les moutons ont été les premières victimes du loup «revenu en Suisse en 1995, ou même réintroduit». Schmidt met en garde contre la formation de meutes. La population de loups est en constante augmentation, il n'a pas précisé si «c'est le fait d'immigrations ou bien même d'implantations». Le fait est que dans 11 cantons vivent déjà 15 loups, parmi eux des femelles qui se reproduiront les années à venir. Comme le président Schmutz a déjà souligné le conseiller national Roberto Schmidt répète le souhait d'une solution commune et sensée. D'après lui, la manifestation montre «que les éleveurs de moutons et de chèvres et les chasseurs sont prêts au dialogue avec la politique et les associations pour l'environnement». Leurs interventions au parlement ont montré comment s'attaquer à ce problème. Schmidt s'en est réjoui et a remercié le Conseil fédéral d'être entré en dialogue politique.

«Je remercie le Conseil fédéral d'avoir accepté ma motion et celle du conseiller national *Lustenberger* en faveur d'une régulation de la population de loups et d'être prêt à réviser l'ordonnance sur la chasse. Les cantons devraient à l'avenir pouvoir régler eux-mêmes la population des loups lors de dommages des animaux de compagnie et de la ferme, mais aussi lors de dommages dans le gibier, [...] plus vite, de manière moins compliquée et sans passer par des tests génétiques d'échantillons de selles et d'analyses au laboratoire qui coûtent cher. Avec des tirs isolés nous ne maîtrisons plus le problème du loup.»

Le conseiller national Schmidt ne laisse aucun doute qu'il n'accepte pas de laisser tuer d'abord 50 bêtes par le loup avant qu'on puisse entreprendre quelque chose contre un seul loup.

Parfois, les animaux restent avec de grandes douleurs pendant des journées entières quelque part dans la brousse jusqu'à ce qu'ils meurent. Pendant ce temps le loup retourne plusieurs fois vers sa victime et la dévore au fur et à mesure sans la tuer.

Le conseiller national Schmidt et ses collègues voient un grand danger dans le fait que sans changement de ce concept, l'élevage de moutons et de chèvres sera abandonné tôt ou tard et qu'ainsi les Alpes comme espace vital important ne seraient plus cultivées, ce qui causerait des dommages irréversibles pour l'environnement. Pour lui il n'y a qu'une solution: «Nous devons nous battre pour que la protection du loup soit diminuée ou bien tout à fait abandonnée.»

C'est pourquoi il exige la suppression du statut de protection du loup et la démission de la *Convention de Berne*. Il regrette le

«Personne ne peut être contre qu'un grand carnassier chasse un gibier pour apaiser sa faim comme le fait le lynx. Cependant, le loup ne chasse pas pour apaiser sa faim, mais pour tuer. Des douzaines d'animaux sont égorgés et agonisent atrocement – et il n'en dévore que très peu. Il est tellement occupé à tuer qu'il en oublie de manger! Je souhaiterais que les parlementaires et les défenseurs des animaux regardent une fois l'image de ces animaux déchiquetés, et pas seulement l'image du loup vaillant qui dans le clair de lune regarde dans nos vallées.»

Roberto Schmidt, 20/11/09

Meutes de loups en France

thk. Des bergers venus de France ont raconté que par exemple dans le district du Périmont dans le sud de la France, la population avait augmenté à plus de 150 loups et que trois grandes meutes s'étaient formées. Tout en protégeant les troupeaux, on n'a plus aucune chance d'empêcher les loups d'égorgés les moutons. En partie, les gens concernés – et ce ne sont pas seulement les éleveurs – se défendent par leurs propres moyens contre ces menaces et s'exposent ainsi à des poursuites pénales.

manque de courage du Conseil fédéral qui n'a pas osé faire ce pas jusqu'à présent.

Démissionner de la Convention de Berne

Le conseiller national *Oskar Freysinger* a d'abord critiqué la nouvelle loi fédérale sur la protection des animaux qui, d'après lui et de manière complètement exagérée, s'engage pour le soi-disant bien-être du poisson d'or et du hamster. Mais 30 moutons égorgés qui crèvent ignominieusement quelque part, alors là ce ne serait plus un problème? Ce qui compterait c'est que le loup s'en tire bien? Freysinger lui-même, avec 81 collègues du Conseil national, a exigé la démission de la Convention de Berne qui fait que la Suisse a les mains liées et empêche que le pays puisse décider souverainement comment



Oskar Freysinger

gérer ses montagnes et comment agir en ce qui concerne le loup. Pendant que d'autres pays ont fait une réserve en ce qui concerne les grands carnassiers, L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) de *Moritz Leuenberger* a intégralement accepté cette convention. Le conseiller national Freysinger a souligné que la Suisse était un Etat de paysans et disposait pour cette raison de la démocratie directe. La Suisse n'est pas un Etat de l'aristocratie, comme les pays tout autour l'ont été. La Suisse ne l'a jamais vécu, mais tout est parti de trois paysans qui ont pris leur destin en main. «Nous aussi, nous ne voulons pas nous laisser dicter de l'extérieur ce que nous avons à faire dans nos montagnes.» Nos ancêtres déjà ont cultivé le pays de manière écologique «comme aucun écologiste ne pourrait faire mieux» et maintenant on veut «endommager et affaiblir cela». Freysinger a encore souligné l'importance de la société paysanne suisse qui a créé un Etat pour lequel il vaut la peine de lutter.

L'implantation du loup, un produit de la société d'abondance

Comme troisième conseiller national c'est *Erich von Siebenthal* qui a pris la parole. En tant que paysan il peut dire de sa propre expérience ce que signifie la souffrance d'un animal. Pour lui il est absolument incompréhensible que des politiciens au Palais fédéral ne veuillent pas le comprendre. Ses homologues au Palais fédéral ne savent pas répondre à la question: Qu'est-ce que un loup a à chercher en Suisse, un pays si peuplé, et quel en serait l'avantage? Et malgré tout, rien n'est entrepris contre le fait qu'il y ait de plus en plus de grands carnassiers dans



Erich von Siebenthal

notre pays, ce qui est «une honte» pour notre démocratie. «C'est inacceptable». Selon lui tout investissement pour la réimplantation du loup est un «produit de la société d'abondance». Il trouve que c'est d'autant plus important que tant de gens se soient réunis à Berne et manifestent leur volonté. Il espère que cela aura des répercussions sur ses homologues au Conseil national.

Résoudre de manière appropriée
le problème du loup en Suisse

Vers la fin de la manifestation, c'est le président de l'Association de défense contre les grands

prédateurs, *Doro Vanza*, du Tessin qui a pris la parole. Il a estimé la manifestation comme pas décisif afin de rendre attentif au problème du loup. Il a également souligné que la démission de la Convention de Berne était nécessaire pour que la Suisse puisse résoudre librement et indépendamment, et d'une manière digne du pays, la problématique du loup. Le Tessin



Doro Vanza

en est aussi concerné et il est grand temps que la politique change de cap. Il a rendu hommage à *Jürgen Rohmeder* du Valais, le secrétaire de l'Association de défense contre les grands prédateurs, pour son engagement qui a rendu possible cette manifestation.

Pas un denier des contribuables
en faveur d'une protection insuffisante
des troupeaux

Le dernier orateur était le membre du comité de la Fédération suisse d'élevage caprin (FSEC), *Toni Arnold* du canton d'Uri. Il a fait remarqué qu'une grande somme d'argent des contribuables était dépensée pour la protection des troupeaux et cela notamment pour des mesures douteuses qui ne peuvent être réalisées qu'insuffisamment et qui ne représentent pas de protection efficace pour les moutons et les chèvres. Cette année, les



Toni Arnold

loups ont dévoré plus de 200 bêtes, et il faut encore prendre en considération un grand nombre de victimes cachées, car on n'a pas pu examiner toutes les bêtes mortes. Le nombre de bêtes qui se tuent dans leur fuite ou qui ne sont pas retrouvées n'est pas pris en compte.

C'est épouvantable de regarder les bêtes agonisantes et *Toni Arnold* demande haut et fort: «Mais où donc se cache *Kessler* [un des plus militants défenseurs des animaux en Suisse, ndlr.] avec ses belles photos?»

De plus il s'est montré soucieux que le «Plan Loup» actuel puisse provoquer des actions illégales, ce qu'il ne voudrait en aucun cas. Il faut changer quelque chose au «Plan Loup», il n'est pas question d'autre chose.

Chercher des solutions
au-delà de toute idéologie

Après cette manifestation il était clair pour tout le monde qu'on avait discuté et argumenté librement au-delà de toute idéologie et d'agenda politique. Il est d'autant plus clair que le «Plan Loup» doit trouver une nouvelle base où il ne s'agit plus de peser les avantages et les désavantages comme le département *Leuenberger* l'avait pratiqué pendant longtemps tout en rejetant chaque argument raisonnable. Mais malgré toute idéologie il semble que quelque chose se soit mis à bouger, et cela en premier lieu grâce aux activités des fédérations d'éleveurs. L'office fédéral de l'environnement (OFEV) a signalé d'être prêt à la discussion et le Conseil fédéral veut rétrograder le loup sévèrement protégé au stade d'«animal protégé». Simplement, avec ça, la régulation de la population des loups pourrait être plus simple et empêcher que la région des Alpes comme espace vital ne devienne inhabitable, ce qui perdrait une bonne partie des traditions suisses. Mais il faut continuer de débattre de cette question. Cela semble être l'opinion des propriétaires et des éleveurs d'animaux de la ferme. Ils invitent au dialogue tout en trouvant du soutien au sein du parlement. Les associations de la protection de la nature et le WWF se sont montrés peu coopératifs. Juste avant la manifestation à Berne d'après *German Schmutz*, les défenseurs des animaux auraient essayé de faire circuler de faux chiffres sur des animaux ayant péri par des forces naturelles (coup de foudre, chute de pierres etc.) pour relativiser et minimiser le nombre des victimes dévorées par le loup. C'est bien sûr inadmissible. Chaque animal qui meurt

est une perte – et cela non seulement du point de vue financier – et si l'on peut l'empêcher, il faut le faire. *German Schmutz* a confirmé que 2000 à 4000 moutons périssaient chaque année par les forces naturelles. Mais si la population des loups se développe en Suisse comme en France et en Allemagne, il y aura bientôt encore bien plus de victimes.

German Schmutz a de graves craintes que les éleveurs de moutons et de chèvres abandonnent leur profession avec le temps ce qui aurait non seulement de graves conséquences pour la protection du paysage et conséquemment pour le tourisme, mais serait aussi du point de vue social une catastrophe. «Pour beaucoup de personnes, le rapport avec les bêtes représente une satisfaction dans leur travail et pour les éleveurs une compensation dans leur quotidien professionnel et si cela n'est plus possible, on peut se demander ce que ces gens feront à la place.» Pour lui l'importance de la garde et de l'élevage des bêtes dépasse de loin la question matérielle. Pour cette raison, les indemnités fédérales ne pourront jamais combler la perte. Et justement en nos temps de crise économique, de telles occupations ont une toute nouvelle importance particulière.

La manifestation du 20 novembre sur la place fédérale a encore montré autre chose, à savoir l'importance du dialogue sur pied d'égalité parmi les gens et le fait que cela conduira à des solutions constructives et sensées dans une démocratie qui fonctionne bien, comme c'est le cas en Suisse. La démocratie directe, qui relie les gens entre eux, donne aux citoyens la possibilité de contribuer de manière active à la solution de questions concrètes. La manifestation s'est avérée une contribution importante. •

Les éleveurs de moutons et de chèvres exigent de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV):

- la diminution ou la suppression de la protection du loup.
- la baisse du nombre fixé de bêtes égorgées comme condition pour abattre le loup.
- l'indemnisation de toutes les pertes financières et des coûts indirects causés par la présence de loups.
- Le choix d'influencer les prises de décision et de participer à la définition des mesures de protection tolérables.
- d'être représentés dans les commissions importantes.
- que les intérêts de l'agriculture et de l'élevage de moutons et de chèvres en particulier soient pris en considération dans l'élaboration de la politique du loup en Suisse

Fédération suisse d'élevage ovin (FSEO)

Fédération suisse d'élevage caprin (FSEC)

Association de défense contre les grands prédateurs (ADGP)

Courrier  des lecteurs

Des loups en Allemagne

J'ai lu votre article, parce qu'il y a eu une attaque de loups sur des moutons du Cameroun à Schorbus – en plein milieu du village. Les «spécialistes du loup» déniaient toutefois que ce soient des loups. Les morsures à la gorge et la façon de dévorer indiquent cependant la présence des loups. Depuis plusieurs années, ils parcourent nos forêts. Le matin du Nouvel An 2008, j'en ai vu un moi-même dans la forêt, tout près de *Jehserig*. Je trouve irresponsable que la population ne soit pas informée et que le loup ait une plus grande valeur que nos animaux domestiques, voire peut-être que nous-mêmes.

La décision de tuer les loups valaisans est juste et bienvenue. D'autant plus que l'acte n'aura d'impact que sur des animaux imprudents. Les loups n'ont malheureusement pas leur place dans notre paysage culturel. Ils doivent être placés sous le droit de chasse et comme les autres gibiers librement abattus. Le droit de chasse ne signifie pas la fin des loups dans notre région. Il s'agit seulement de mettre des limites. Ils ne doivent pas pouvoir égorgés au milieu d'un village les animaux domestiques qui sont derrière une clôture de 1,60 m de haut ou dans un parc.

Les loups de la Lausitz vous saluent,
K. Krause, Drebkau

Renforcer les avancées visant à rendre l'Union européenne plus démocratique

La situation après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne

par Titine Kriesi

Récemment, le monde a pu voir une fois de plus ce que les fonctionnaires de l'UE attendaient de leurs citoyens. Nous avons été nombreux à constater comment l'on traitait les peuples et les personnalités dont les lobbyistes craignaient qu'ils soient d'un autre avis sur le Traité de Lisbonne et ne votent pas de la manière souhaitée. Ainsi, on a eu recours à la diffamation pour faire pression d'une manière sans précédent. N'était-ce pas contraire à ce qu'avait décrété la Cour constitutionnelle fédérale allemande, c'est-à-dire que les Etats membres de l'UE – pas l'équipe bruxelloise! – étaient les «maîtres des traités» et que le Traité présentait un déficit de démocratie institutionnel et structurel? Mais finalement, cela n'est guère étonnant car le Traité est le résultat final de l'évolution, pendant 50 ans, d'un concept sinistre qui dès le début devait permettre aux Etats-Unis de contrôler l'Europe. Et ce concept n'était pas de nature démocratique. Ce projet implique que les fonctionnaires voudraient bien faire main basse également sur la Suisse alors que la grande majorité des Suisses n'en veulent pas. La fausse démocratie de l'UE où les institutions et les fonctions politiques sont souvent plus importantes que les personnes fera apparaître peu à peu chez les citoyens le sentiment qu'après l'entrée en vigueur du Traité, l'UE est encore moins démocratique ainsi que la volonté de participer aux décisions.

Pour imposer la ratification du Traité, on a dépensé des milliards d'euros provenant des contribuables pour les campagnes de propagande et de diffamation. Avant tout, la «procédure allemande», dit-on, «a sapé les normes démocratiques minimums dont, pendant la mise en place du Traité de Lisbonne, on s'était déjà moqué plusieurs fois.¹ Et maintenant chacun sait que les référendums sont répétés jusqu'à ce qu'on obtienne le résultat souhaité grâce aux offensives communicationnelles.² Comme les «élites» ont tout fait pour dissimuler le contenu du Traité (notamment la possibilité de recourir à la peine de mort en cas de soulèvement ou d'émeute), certains parlent de coup d'Etat. Rétrospectivement, on constate peut-être soi-même que l'on aurait pu se rendre compte plus tôt de certaines choses. Ainsi, Jens-Peter Bonde, député européen danois avait déclaré, en mars 2008 déjà: «Le Conseil européen a reçu l'ordre de n'autoriser aucune institution au sein de l'UE à publier une version consolidée et lisible du Traité de réforme de l'UE avant que les 27 pays membres l'aient approuvé.»³ On a respecté cette décision antidémocratique jusqu'à la dernière signature, celle de Vaclav Klaus.

Dans la «nouvelle UE», le Conseil européen est souverain en matière de modifications du droit car ni le Parlement européen ni les

Parlements nationaux ne doivent exprimer leur accord. Le Parlement européen n'a aucune légitimité. La Commission européenne est seule à posséder le droit d'initiative et la Cour de justice européenne n'obéit pas au critère de séparation des pouvoirs en vigueur dans les démocraties libérales.

Mais les brouillards se dissipent et la vérité se fait jour. On se rend compte peu à peu avec déception des conséquences du Traité et l'on devine la perte de démocratie qui se manifeste dans la vie de tous les jours. Avec le temps, les citoyens auront de plus en plus de peine à accepter de nouvelles restrictions relatives à leur influence politique, quand, par exemple, ils constateront que «leur pays» n'aura pratiquement plus de jurisprudence nationale.

Déficit de démocratie et résistance accrue

De plus en plus de voix se font entendre pour dire que l'UE est incapable de démocratie, et cela en raison de sa structure et de son système. Ce système ne permet absolument pas la démocratie et les puissants de l'UE ne la veulent pas. Mais maintenant l'Europe – uniquement pour élargir l'UE sans limites – semble ne plus vouloir jouer sans réserves le jeu de ces procédures néfastes. La hâte avec laquelle Berlin surtout a poussé à la ratification était trop manifeste. On a contourné les procédures démocratiques et écarté le peuple. Les Suisses également ne tolèrent pas cette malveillance aussi bien extérieure qu'intérieure et ont peu de sympathie vis-à-vis de ceux pour qui la politique est faite de mensonges, de ruses, de spectacle et de séduction⁴ et qui n'aiment pas le modèle suisse unique au monde.

L'AELE respecte la souveraineté nationale

Ici ou là, des signes montrent qu'à la longue, les citoyens n'acceptent plus ce simulacre de démocratie. Les méchantes langues prétendent même que l'UE doit être nettoyée telles les écuries d'Augias, qu'un retour en arrière qui s'attaque au système est devenu nécessaire et que l'on gagnera en honnêteté. Il existe une voie honnête représentant une alternative efficace à l'UE, c'est l'AELE (Association européenne de libre échange), qui respecte la souveraineté nationale et s'oppose donc totalement au principe de supranationalité. En outre, c'est une alternative où l'on aborde librement, dans un esprit d'égalité et sans dépendances politiques, les questions concernant les intérêts des pays et des citoyens au plan national et à celui des Etats membres. C'est à cela que les Etats de l'UE qui ne veulent pas perdre leur souveraineté songeront peut-être sérieusement tôt ou tard. On éprouve un sentiment de malaise quand on pense à Vaclav Klaus qui, après avoir signé le Traité, a mis en garde contre ses conséquences en déclarant: «Avec l'entrée en vigueur du



«Il s'agit de reconquérir une Europe dans laquelle les décisions ne sont pas prises en fonction de rapports de force mais par consensus et où les hommes peuvent agir librement au sein de la collectivité.» (photo gbh)

Traité de Lisbonne, la République tchèque cesse d'être un Etat souverain.»⁵

Démocratie et petites unités

Comme l'intensité démocratique est la plupart du temps liée au principe des petites unités, on ne peut pas attendre d'un «Etat fédéral» illégitime de la taille de l'UE beaucoup de démocratie⁶. L'UE s'en doutait: non seulement, pendant 14 ans, elle n'a notamment pas établi de comptes annuels mais les citoyens en ont fait l'expérience dans leur chair, parfois pendant des années, beaucoup d'entre eux essayant de s'en accommoder. Alors que le principe démocratique veut que les lois d'un Etat concernant ses citoyens soient appliquées par des organes légitimés démocratiquement, on voit qu'après l'entrée en vigueur du Traité, il n'est pas respecté, phénomène qu'on n'avait plus constaté depuis le temps des monarchies. Quel citoyen d'aujourd'hui souhaite revenir à cette époque?⁸

Pas de juges étrangers. Tenir compte à nouveau de la volonté populaire

La démocratie et l'Etat de droit sont des expressions de la liberté. On sait que le droit repose sur la liberté et que là où il n'y a pas de droit, il n'y a pas non plus de liberté. Les citoyens attachés aux principes de liberté, de démocratie, d'Etat de droit, de droits de l'homme, de libertés fondamentales tiennent à défendre à nouveau ces droits arrachés aux puissants au cours des siècles. Il faut absolument remettre en vigueur le principe fondamental de démocratie et permettre à nouveau au peuple d'exprimer sa volonté⁹. Peu à peu, les citoyens se rendent compte qu'ils ne doivent pas abandonner ce principe et qu'ils doivent faire en sorte que tout le pouvoir émane du peuple. Pour que ces valeurs soient sauvegardées à l'avenir, les citoyens vont devoir montrer une certaine volonté de résistance à cette UE antidémocratique. Chaque pays a tout loisir

de se souvenir des caractéristiques efficaces de la démocratie directe suisse dans laquelle les citoyens expriment leur volonté à travers des votations, des initiatives populaires et des référendums. Il faut inévitablement revenir aux Etats nations en tant qu'uniques protections juridiques et à ce qui est honnête, à ce qui donne un sens à la vie, à ce qui a une valeur, à ce qui relie les hommes et apporte la paix. Il s'agit de reconquérir une Europe dans laquelle les décisions ne sont pas prises en fonction de rapports de force mais par consensus et où les hommes peuvent agir librement au sein de la collectivité. On sait que Kant, dans son opuscule «Projet de paix perpétuelle», a écrit que seule la démocratie (ou la république) garantit la paix perpétuelle. •

¹ EU-Vertrag von Lissabon: Prager Fenstersturz, Numero Vier, www.german-foreign-policy.com du 14/10/09

² ibid.

³ Bonde Jens-Peter, député européen danois en mars 2008. In: Der «kalte Staatsstreich» der EU: Wie der Lissabonner Vertrag die EU-Nationen entmachtet, www.sein.de/gesellschaft/politik/2009/der-kalte-staatsstreich-der-eu.html

⁴ cf. Leuenberger, Moritz: Bundesrat ist ein mächtiges Amt. *Thurgauer Zeitung*, 26/10/08, et Das Böse, das Gute, die Politik, Bern, Luzern, 6/9/02.

⁵ Vaclav Klaus unterschreibt EU-Reformvertrag – Regelwerk tritt endlich in Kraft, *europolitan* 5/11/2009, p. 1.

⁶ Schachtschneider, Karl Albrecht, Verfassungsbeschwerde, 25/5/08, p. 263.

⁷ cf. Andreasen, Marta: Brussels Laid Bare, 2009, ISBN 978-0-9554188-1-5.

⁸ A partir de 1849 Albert Galeer prônait, dans la revue «L'Alliance des Peuples – Der Völkerbund», une Europe unie et démocratique en opposition à l'Europe des monarchies.

⁹ Schachtschneider, Karl Albrecht, Verfassungsbeschwerde, 25/5/08, p. 74.

¹⁰ p. ex. article 20-2 de la Loi fondamentale allemande

L'Union suisse des paysans demande que le cycle de Doha retourne à la case départ

A Genève une nouvelle conférence ministérielle de l'OMC s'est tenue du 30 novembre au 2 décembre. Le Conseil fédéral souhaite une conclusion rapide du cycle de Doha et l'Union suisse des paysans demande un redémarrage.

Le cycle de Doha n'est pas l'objet principal

Le cycle de Doha qui n'a pas porté ses fruits depuis un an et demi, n'est pas l'objet principal à Genève. Il sera à l'orée des discussions plus informelles entre les ministres sur ces négociations visant à libéraliser le commerce mondial, a déclaré le Département fédéral de l'économie (DFE). La conseillère fédérale Leuthard a invité les pays du G10, c'est-à-dire le groupe des pays dont l'importation des produits agricoles est plus élevée que l'exportation comme c'est le cas en Suisse.

Selon le communiqué de presse de la DFE, la conseillère fédérale Leuthard s'engage à Genève pour «un renforcement des organes de l'OMC, une conclusion rapide du cycle de Doha et pour une orientation vers l'avenir de l'OMC». Cette contribution doit surtout aussi servir au combat contre le changement climatique.

Walter:

«Des ajustements ne servent plus à rien»

L'Union suisse des paysans (USP) s'oppose avec vigueur à une rapide conclusion du cycle de Doha. A la conférence de presse de Berne, il a demandé à la réunion ministérielle de l'OMC de «repenser à nouveau les négociations». Au lieu de continuer sur la voie égarée, il était temps pour un nouveau départ, a déclaré le Président de l'USP Hansjörg Walter: «Le cycle de Doha doit retourner à

la case départ.» Il s'agit de tenir compte des derniers développements. Selon Walter, c'est la lutte contre la faim dans les pays en développement, la garantie de la multifonctionnalité de l'agriculture et le droit de chaque pays de créer sa propre politique agricole selon les besoins de la population locale (souveraineté alimentaire).

Le résultat prévisible est si loin des idées de l'USP qu'il ne sert plus à rien d'exiger des ajustements.

Walter a répété une fois de plus que c'est surtout la suppression de la protection des frontières qui pose un problème pour l'agriculture suisse. L'USP se défend «catégoriquement» contre la proposition de négociation actuelle. Selon les calculs de l'USP les pertes s'élèvent à plus de la moitié de la production. Walter dit: «Ainsi, l'avenir de l'agriculture en Suisse est remis fon-

damentalement en question. Aucune mesure d'accompagnement ne peut compenser entièrement cette perte de revenus.»

Le résultat de Hong Kong comme pas intermédiaire

L'USP ne voudrait pourtant pas que tout le cycle de Doha retourne à la case départ. «Pour ne pas se trouver les mains vides» comme Walter l'a exprimé, il suggère comme pas intermédiaire de mettre en œuvre l'issue négociée de la réunion ministérielle de l'OMC de Hong Kong en décembre 2005 et d'éliminer les subventions à l'exportation.

Pour relancer le cycle de Doha, l'USP essaie de gagner à sa cause l'Union des paysans européenne et les organisations paysannes à travers le monde en tant qu'alliés. •

Source: *Bauernzeitung* du 27/11/09 (Traduction *Horizons et débats*)

Réorganisation du système Swift et nouvel abandon de souveraineté de l'UE

Jean-Claude Paye, sociologue, Belgique

L'affaire Swift avait éclaté lorsque, en 2006, la presse étasunienne avait révélé que cette société avait, depuis les attentats du 11 septembre 2001, transmis clandestinement, au Département du Trésor US, des dizaines de millions de données confidentielles concernant les opérations de ses clients.

Swift (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*), société américaine de droit belge, gère les échanges internationaux de quelques 8000 institutions financières situées dans 208 pays. Elle assure le transfert de données relatives aux paiements, mais ne fait pas transiter d'argent.

Malgré la violation flagrante des droits, européen et belge, de protection des données personnelles, ce transfert n'a jamais été remis en cause. Au contraire, l'UE et les USA ont signé plusieurs accords destinés à légitimer cette capture.

Tous ces accords ont été justifiés par la lutte contre le terrorisme. La saisie par les autorités US était rendue possible par la particularité du système Swift. En effet, toutes les données contenues par le serveur européen étaient également placées sur un second serveur placé aux Etats-Unis. Ce qui permettait aux douanes étasuniennes d'en prendre possession, le droit américain autorisant cette saisie.

Une rationalisation du système Swift

Mais, depuis juin 2007, il a été prévu que les données Swift inter-européennes ne soient plus transférées aux USA, mais sur un second serveur européen. Cette nouvelle procédure s'avère formellement plus conforme au droit européen et supprimerait la possibilité des autorités étasuniennes de se saisir de ces informations. Ce nouveau serveur placé à Zurich doit être opérationnel en novembre de cette année.

Suite à cette réorganisation du système Swift et contrairement à ce qui était affirmé lors des précédents accords, le Commissaire européen à la Justice Jacques Barrot a expliqué que les Vingt-Sept souhaitent donner, aux enquêteurs du Trésor américain, accès aux centres d'opérations européens gérés par Swift. Il a déclaré que «ce serait extrêmement dangereux à ce stade de cesser la surveillance et le contrôle de



«Ce nouvel accord qui permet aux douanes étasuniennes de capturer, sur le sol européen et sans aucune réciprocité, des données personnelles des citoyens de l'Union, représente un nouveau pas dans l'exercice de la souveraineté directe des institutions étasuniennes sur les populations européennes.» (photo mad)

ces flux d'informations» et affirmé que les opérations américaines sur le serveur américain de Swift s'étaient révélées «un outil important et efficace». Il a simplement repris les déclarations du juge Brugière, la «personnalité éminente» désignée par la Commission pour «contrôler» l'utilisation américaine des dizaines de millions de données transférées chaque année. Ce dernier avait prétendu que cette saisie avait «permis d'éviter un certain nombre d'attentats». Aucun exemple, permettant de vérifier ces allégations, n'a été avancé. L'énonciation du caractère indispensable de la capture des données financières devient

la preuve du succès de cette politique dans la lutte contre le terrorisme. Une identité est établie entre le mot et la chose.

Une saisie des données comme fin en soi

L'énonciation de la lutte contre le terrorisme suffit à justifier la capture des données financières. Cependant, la réalité nous montre que les attentats sont généralement peu coûteux et ne nécessitent aucun déplacement important d'argent.

La raison invoquée prend un caractère surréaliste quand on sait que la commission officielle d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001 n'a pas voulu enquêter sur les mouvements de capitaux suspects, enregistrés les jours précédents les attentats. Pourtant, juste avant les attaques du 11 septembre, le 6, 7 et 8, il y a eu des options de vente exceptionnelles sur les actions des 2 compagnies aériennes (*American* et *United Airlines*) qui furent détournées par les pirates, ainsi que sur *Merrill Lynch*, l'un des plus grands locataires du *World Trade Center*. Ces informations ont été révélées notamment par *Ernst Welteke*, président de la *Deutsche Bank* à l'époque, qui a aussi déclaré qu'il y avait beaucoup de faits qui prouvent que les personnes impliquées dans les attaques profitèrent d'informations confidentielles afin de réaliser des opérations suspectes.

Tous ces éléments, le fait qu'un attentat terroriste ne nécessite pas d'importants transferts de fonds et la volonté politique de ne pas enquêter sur les transferts financiers suspects, nous indiquent que la capture des données financières des citoyens est bien un objectif en soi.

Un abandon de souveraineté

Ce 30 novembre 2009, le Conseil des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne a avalisé le projet d'accord établi par la Commission. Cette dernière avait préparé un accord transitoire, qui a pris effet

dès la mise en route du serveur de Zurich. Ainsi, le processus de décision avait été confié à la présidence suédoise, rejetant ainsi toute possibilité de décision partagée avec le Parlement. Cela a toute son importance car le Conseil suit quasiment toujours les positions des fonctionnaires permanents et ceux-ci, se révèlent, le plus souvent, être de simples relais des négociateurs américains. Le commissaire Jacques Barrot affirme réaliser un accord équilibré, mais il a dû reconnaître que le texte actuel n'inclut pas l'accès des autorités européennes aux transactions bancaires américaines.

A cet accord transitoire, d'une durée de 9 mois, doit succéder un texte définitif, tout aussi unilatéral. Il s'agirait de «renégocier» ce qui a été accepté dans l'urgence. Cet accord devrait être avalisé par le Parlement européen, quand le *Traité de Lisbonne*, qui donne à cette assemblée plus de pouvoirs en matière de Police et de Justice, sera d'application. La volonté affichée d'attendre la ratification du *Traité* indique qu'il s'agit de faire reconnaître, par le Parlement, un droit permanent des autorités américaines de se saisir, sur le sol européen, des données personnelles des citoyens de l'Union. Les nouveaux «pouvoirs» accordés au Parlement trouvent leur raison d'être dans la légitimation des transferts de souveraineté de l'UE vers les USA.

Cette position a le mérite d'être transparente, de présenter le *Traité*, non pas comme un texte constitutionnel interne à l'Union, mais comme un acte d'intégration de l'UE dans une entité supranationale sous souveraineté étasunienne.

Ce nouvel accord qui permet aux douanes étasuniennes de capturer, sur le sol européen et sans aucune réciprocité, des données personnelles des citoyens de l'Union, représente un nouveau pas dans l'exercice de la souveraineté directe des institutions étasuniennes sur les populations européennes. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.- frs / 108.- €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.- frs / 54.- €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.- frs / 58.- €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.- frs / 185.- €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Cherchez-vous une idée pour un cadeau de Noël?

Pourquoi pas un abonnement-cadeau à *Horizons et débats*!

L'affaiblissement de l'Empire américain ouvre la porte à plus de justice et de vérité

La signification d'un rapport de l'Unesco relatif aux atteintes aux biens culturels en Irak

par Karl Müller

Un endettement public effroyable (à l'heure actuelle, plus de 12 billions de dollars US; pour la seule année budgétaire 2009 qui s'est achevée en septembre il s'élevait à 1,6 billions de dollars, soit 11% de la création de valeur; selon les calculs de l'administration US elle-même, il devrait s'y ajouter d'ici à 2019 encore 9,1 billions de dollars),¹ un endettement des ménages tout aussi effrayant (38 millions Américains, soit plus de 15% des habitants des USA, sont surendettés),² un dollar US tellement en chute qu'il n'est plus vraiment accepté comme devise de référence internationale (les détenteurs de dollars cherchant d'autres placements, l'or par exemple),³ le taux de chômage le plus élevé depuis 25 ans (selon un article du «Washington Post» paru le 17 novembre, une enquête actuelle du Ministère de l'Agriculture révèle qu'en 2008 près de 50 millions de citoyens états-uniens ont eu des difficultés à s'acheter suffisamment de nourriture, et ce devrait être pire cette année), un déficit commercial et des paiements catastrophiques, une structure économique malade (30% des bénéfices réalisés par les entreprises états-uniennes provenaient du secteur financier, et déjà la «planche à billets» est en train de préparer une nouvelle bulle spéculative démesurée),⁴ une société de classes polarisée sous bien des rapports, dépourvue de repères et en pleine décomposition, deux guerres désastreuses et de grande ampleur qui exigent de nouveaux records de dépenses militaires (plus de 600 milliards de dollars pour l'année budgétaire 2009), une réputation ruinée aux yeux du monde entier...

Les USA feraient bien de réfléchir à un changement rapide d'orientation, de se recentrer sur leurs affaires intérieures et, plutôt que de se conduire comme une puissance impériale, de traiter d'égal à égal avec les autres Etats. Envisager que le moteur de la superpuissance mondiale est à bout de souffle n'est plus à écarter.

La fin de la suprématie du dollar peut être synonyme de libération pour le monde

Et c'est bien ainsi; car en dépit des interdépendances mondiales actuelles et aussi du danger que d'autres puissances remplissent le «vide» et tentent de devenir elles-mêmes dominantes, le monde vivra une libération quand les peuples et les Etats ne passeront plus sous les fourches caudines de la politique états-unienne.

L'hégémonie des USA, affirment certains experts, est liée à celle du dollar et de ses forces militaires surarmées. Les deux vont de pair, et maintenant que l'hégémonie du dollar touche à sa fin, le tigre de la puissance militaire perd ses griffes. La visite d'Obama en Chine en offre un symbole très fort. Quand le «Washington Post» estime, le 18 novembre, que la visite d'Obama en Chine «n'a eu aucun résultat» il faut comprendre: des pays comme la Chine refusent de se plier plus longtemps à la tutelle de Washington – même s'il faut agir très prudemment, pour éviter que le changement ne nous entraîne tous vers l'abîme.

Cette évolution est également positive parce qu'elle permettra à l'opinion publique de découvrir des vérités dissimulées jusqu'ici. Y compris la vérité sur les guerres menées par les USA et leurs alliés depuis 10 ans: contre tout ce que l'humanité reconnaît pour ses droits et dont elle a obtenu la légalité.

Plus de vérités dévoilées

Cette nouvelle opinion publique ne reposera plus seulement sur l'engagement de petits groupes et de quelques personnalités intègres qui se sont inépuisamment attelées à la recherche de la vérité et à sa diffusion, mais aussi sur les instances officielles, des organisations internationales jusqu'aux gouvernements et médias grand public.



2003: Le directeur du Musée national irakien est désespéré. Des trésors exposés au musée, témoignages sur le berceau culturel de l'humanité, ont été victimes d'actes de vandalisme soutenus par les puissances d'occupation. Aujourd'hui, plus de 6 ans après, une large part du public découvre le pillage systématique de la culture de l'Irak et exige de faire payer les responsables. (photo keystone)

Qui aurait pensé il y a quelques mois seulement qu'un criminel de guerre comme Tony Blair ne serait plus placé sur un piédestal et récompensé par des confortables pantouffles, mais soit peu à peu mais avec détermination mis au rancart?

Qui aurait pensé qu'on puisse débattre en Allemagne d'une faute politique dans la guerre en Afghanistan? Et que des politiciens allemands prennent la parole pour protester contre la prétention de Washington à obtenir un droit de regard sur les comptes bancaires – au mépris des règles de protection des données et sans vouloir accorder aux Européens les mêmes droits sur les banques US – ce qui était devenu de plus en plus courant depuis le 11 septembre 2001.

Qui aurait pensé que le gouvernement britannique lui-même créerait une commission chargée d'une nouvelle enquête sur l'entrée en guerre et la conduite de la guerre en Irak?

Tout cela n'est pas encore la justice. Mais ce sont des signes avant-coureurs. Peu à peu on reconnaît que d'énormes injustices ont été commises.

Le rapport de l'Unesco sur les destructions à «Babylone»

Et finalement: qui aurait pensé que l'enquête sur les crimes de guerre commis par l'armée états-unienne en Irak, ce pays accablé et détruit depuis trente ans par la guerre et les sanctions économiques avance peu à peu?

Dès le 26 juin l'organisation onusienne en charge des biens culturels, l'Unesco, a publié un rapport d'enquête de 20 pages⁵ sur les destructions causées par la guerre sur le site de Babylone. Ce rapport confirme pour ce site ce que l'on avait appris durant la guerre de presque tous les sites culturels irakiens: les forces d'occupation ont détruit une part importante de la civilisation du pays. Elles ont toléré pillages et actes de vandalisme; elles les ont même encouragés, voire y ont participé.

Cela n'a pas seulement entraîné la mort ou la disparition de milliers d'Irakiens cultivés. Mais aussi la destruction partielle d'un héritage culturel extrêmement précieux pour l'Irak et toute l'humanité.

Un rapport de 2003

Citons maintenant un large extrait d'un rapport du 17 avril 2003⁶ – on était donc alors en pleine guerre:

«Une semaine après l'entrée des troupes d'invasion à Bagdad, la capitale de l'Irak, pillages et incendies se poursuivent. Ce sont surtout les attaques contre les hôpitaux et le pillage systématique du musée archéologique samedi dernier qui ont soulevé l'indignation mondiale. Seules 3 cliniques, sur les 32 que comptait Bagdad, étaient encore en

mesure de fonctionner après ces pillages. Pourtant c'étaient les troupes US qui étaient responsables de l'ordre et de la sécurité dans la ville occupée. Depuis, la Bibliothèque et les archives nationales ont été détruites. «Des livres, des lettres et des documents inestimables ont été la proie des flammes lors de ce dernier chapitre des pillages à Bagdad», écrivait Robert Fisk, un journaliste renommé, dans le «Guardian» de mardi. «J'ai vu les pillages à l'œuvre, et les Américains n'ont rien fait» ajoute Fisk indigné. Un enseignant de l'Université de Lund, en Suède a porté jeudi des accusations plus graves encore. Les troupes US auraient même, selon lui, incité au pillage les habitants de Bagdad lors de leur entrée dans la ville.

Les troupes états-uniennes ont incité au pillage

«Les pillages n'ont commencé que lorsque les troupes états-uniennes y ont incité la population», déclare Khaled Bayomi, racontant ses propres souvenirs de Bagdad. Né en Egypte, Bayomi est enseignant chercheur sur les conflits au Proche-Orient à l'Université de Lund. Cet homme de 40 ans s'était rendu sans la capitale irakienne dès le début de la guerre pour faire office de «bouclier humain». Le 8 avril, la veille de la conquête définitive de Bagdad, Khaled Bayomi était selon son propre témoignage en visite chez des amis, dans un quartier pauvre situé derrière la rue de Haifa sur la rive ouest du Tigre. En raison de la violence des combats il lui avait été impossible de regagner l'autre rive. «Lorsque dans l'après-midi les choses se sont calmées, quatre blindés américains ont pris position en bordure du bidonville.» Des haut-parleurs ont alors invité en arabe la population civile à approcher. «Le matin, on avait encore tiré sur quiconque essayait simplement de traverser la rue», poursuit Khaled Bayomi.

Le calme relatif avait peu à peu rassuré les gens. Au bout de trois quarts d'heure, les premiers s'étaient risqués dans la rue. Brusquement, les soldats états-uniens avaient abattu deux Soudanais qui se trouvaient devant un bâtiment administratif situé rue de Haifa. «Je n'étais qu'à 300 mètres lorsque ces deux hommes ont été assassinés», poursuit Khaled Bayomi. La veille encore j'avais parlé à ces deux ouvriers. Ensuite les troupes US ont ouvert la porte d'entrée à l'arme à feu. «L'interprète arabe présent dans le blindé a invité les gens à entrer dans le bâtiment et à le vider de ce qui s'y trouvait.» Le bruit s'est vite répandu et le bâtiment a été pillé. «Peu après des blindés ont enfoncé la porte du Ministère de la Justice, situé à proximité, et le pillage s'est poursuivi là aussi», raconte Khaled Bayomi,

décrivant le déclenchement volontaire du pillage à Bagdad. Lui-même a observé tout cela en compagnie d'un groupe important de Bagdadis. Eux-mêmes n'avaient pas pris part au pillage, mais n'avaient pas non plus osé s'y opposer. «Beaucoup avaient aux yeux des larmes de honte» déclare Khaled Bayomi. Au matin du 9 avril, le pillage enclenché par les troupes US s'était étendu au Musée d'art moderne.

L'identité nationale irakienne a été largement détruite

Les pillages ont fini par se poursuivre d'eux-mêmes. Quatre semaines après le début de la guerre illégale menée par les USA l'identité culturelle irakienne était largement détruite. 2003: l'an zéro de l'histoire mésopotamienne.

Les pillages et destructions au Musée national irakien équivalent, selon le *Deutscher Museumsbund* [Réunion des Musées allemands], à «une catastrophe atomique culturelle de niveau 1». Dans une guerre préparée de si longue main, les troupes alliées auraient dû pouvoir empêcher les pillages et protéger cette institution culturelle, a déclaré Martin Roth, le Président du *Museumsbund*. «Cette guerre a bien permis de sécuriser les réserves pétrolières, mais le berceau culturel de notre humanité a été compté pour rien.»

Le commandement central des forces US avait déclaré depuis le Qatar qu'il ne disposait pas en Irak de troupes en nombre suffisant pour faire face aux violations du droit. En outre les soldats ne pouvaient assumer des tâches de police. Et Donald Rumsfeld, alors Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, déclara que depuis la chute de Saddam Hussein les Irakiens étaient libres, et que des hommes libres étaient également libres de commettre des erreurs.

Or les troupes d'occupation US étaient parfaitement en mesure de protéger un bâtiment du pillage et de la destruction, et elles l'ont prouvé à Bagdad. Tandis que les palais présidentiels, les hôpitaux et les musées subissaient des jours de pillage et d'incendie, les troupes US avaient pris position autour du Ministère du pétrole, surveillé 24 heures sur 24 par 50 blindés.»

Il faut maintenant tirer les conséquences

Petit à petit il devient possible – et indispensable – de parler ouvertement de ce qui précède et de quelques autres choses et d'en tirer les conséquences; ainsi on marche vers un peu plus de vérité et de justice.

Le rapport de l'Unesco en date de juin dernier demande que tout soit fait, dans la mesure du possible, pour réhabiliter les sites culturels de l'ancienne Babylone. La liste qu'a établie l'Unesco est très concrète et très précise. Elle vise à protéger définitivement le site de Babylone en l'inscrivant au patrimoine culturel mondial.

Ce sont – précisons-le – les forces d'occupation qui doivent en supporter le coût. C'est le minimum: qui casse les verres les paie. Après tout ce qui s'est passé, il est de toute façon impossible de réparer. Mais il faut exiger tout ce qui est possible. •

¹ Selon le *Spiegel-Online* du 25/8/09

² Selon «l'Atlas des débiteurs de 2009», édité par la Recherche économique pour une réforme du crédit, 4/11/09

³ Cours de la Bourse sur *ntv* le 23/11/09

⁴ Selon le *Spiegel* du 23/11/09

⁵ International Coordination Committee for the Safeguarding of the Cultural Heritage of Iraq, Sub-Committee on Babylon: *Final Report on Damage Assessment in Babylon* (CLT/EO/CIP/2009/RP/114) du 26/06/09

⁶ www.puk.de/nhp/index.php/de/component/content/article/361.html

El debilitamiento del imperio norteamericano abre las puertas para más verdad y justicia

La importancia de un informe de la Unesco sobre ataques a patrimonios culturales en Iraq

por Karl Müller

Una horrenda deuda estatal (en el presente más de 12 billones de dólares; a fines de septiembre, al cierre del presupuesto anual, se registraron – sólo por el año 2009 – 1,6 billones de dólares, es decir más de un 11% del ingreso total. Según cálculos del gobierno norteamericano, hasta 2019 se le sumarán otros 9,1 billones);¹ una horrenda deuda también en el sector privado (en este momento 38 millones de norteamericanos, más del 15% están endeudados);² una decadencia del curso del dólar, ya no aceptada internacionalmente (esto lleva a que los poseedores de dólares cada vez más buscan otras formas de inversiones, por ejemplo, en oro);³ la cuota más alta de desocupación desde hace 25 años (según un informe del «Washington Post» del 17 de noviembre, sobre una investigación del Ministerio de agricultura de EE.UU., en el año 2008 casi 50 millones de norteamericanos no pudieron alimentarse suficientemente – hoy ese número será aún mayor); un déficit catastrófico en el comercio y en el balance de pagos; una estructura económica malsana (en 2008, el 30% de las ganancias de todas las empresas provenían del sector de finanzas, y a raíz del «aluvión» de dinero estatal, ya se está creando una nueva y enorme burbuja de especulación);⁴ una sociedad de clases, en muchos sentidos polarizada, desorientada y en proceso de disolución; dos grandes guerras devastadoras con nuevos records de gastos militares (más de 600 mil millones de dólares en el presupuesto de 2009); además, el desprestigio mundial...

EE.UU. haría bien en cambiar de rumbo, concentrarse en sus asuntos internos, y tratar a los demás estados no como un imperio, sino de igual a igual. La tesis de que el poderío mundial de EE.UU. está al borde del colapso, deviene cada vez más probable.

El fin del predominio del dólar puede ser una liberación para el mundo

Y eso está bien; porque a pesar de las dependencias recíprocas en el mundo de hoy, y aún del peligro de que otras potencias cubran ese «vacío», tomen su lugar y persigan la hegemonía, para el mundo será una liberación, cuando los estados y los pueblos no tengan que someterse más al yugo de la política de EE.UU.

El poderío mundial de EE.UU., según la opinión de expertos, se apoya en la supremacía del dólar y del poder militar con su poderoso armamento. Los dos van unidos, y ahora que el predominio del dólar está llegando a su fin, también el poder militar se convertirá en un tigre sin dientes. Simbólico es el transcurso de la visita de *Obama* en China. Si el «Washington Post», el 18 de noviembre, dijo que el viaje del presidente norteamericano a China «no aportó nada», esto debe traducirse así: que los países como China no están ya dispuestos a doblegarse a las normas de Washington – aun cuando sea necesaria una política muy cautelosa, para que el cambio no arrastre consigo a todos los otros al abismo.

Ese proceso también es bueno porque ofrece la posibilidad de que verdades, hasta ahora silenciadas, se hagan conocer públicamente. También la manera como EE.UU. y sus aliados hacen la guerra desde hace 10 años: prácticamente contra todo lo que la humanidad reconoce como derecho y contra las normas que se han establecido.

Más verdades saldrán a la luz

Esa nueva transparencia, no se realizará sólo a través del compromiso de pequeños grupos y algunas personalidades íntegras que estaban y están empeñadas en investigar y en hacer conocer la verdad. Sino del lado oficial, desde organizaciones internacionales hasta gobiernos y medios masivos de comunicación.



2003: El director del Museo Nacional de Iraq está desesperado. Valiosas piezas de exposición que testimonian sobre la cuna de la humanidad, han sido víctimas del vandalismo instigado por las fuerzas de ocupación. Hoy, después de más de 6 años, una amplia opinión pública tiene conocimiento del sistemático saqueo de la cultura del Iraq y exige que se responsabilice a los que lo provocaron. (foto keystone)

¿Quién hubiera pensado hace unos meses, que el asesino de guerra *Tony Blair* no es aplaudido como el gran hombre de acción y recompensado con nuevos puestos, sino que, paso a paso, pero con determinación, se lo pone en retiro?

¿Quién hubiera pensado que en Alemania se debatiera abiertamente sobre fracasos políticos en la guerra de Afganistán? ¿Y que políticos alemanes tomen la palabra y protesten, porque el gobierno de EE.UU. – contrariamente a las reglas de protección de datos – sobre todo después del 11 de septiembre de 2001, puede acceder a datos bancarios de los clientes, sin conceder a los europeos el mismo derecho para clientes de bancos norteamericanos.

¿Quién hubiera pensado que el gobierno británico pusiera una comisión investigadora que se ocupa, una vez más, de la participación y las acciones de guerra del país en Iraq?

Esto todavía no es justicia, pero son señales. De a poco se está reconociendo que se ha producido una gran injusticia.

Informe de la Unesco sobre destrozos en la Babilonia iraquí

Finalmente: ¿quién hubiera pensado que, paso a paso, también se esté realizando la investigación sobre crímenes de los norteamericanos en Iraq, país castigado desde hace 30 años por guerras y sanciones?

Ya el 26 de junio, la Unesco – organización de la ONU encargada de los patrimonios culturales en el mundo – presentó un informe de 20 páginas⁵ sobre destrozos causados por la guerra en la Babilonia iraquí. Ese informe confirma para Babilonia, todo lo que, durante la guerra, fue notificado desde casi todos los centros culturales de Iraq: que las fuerzas de ocupación destruyeron partes importantes de la cultura del país. Estas permitieron el vandalismo, incluso lo estimularon e intervinieron en él.

Así, no sólo miles de ilustrados del país fueron asesinados o secuestrados. También se destruyó una herencia de incalculable valor para la población de Iraq y para toda la humanidad.

Un informe del año 2003

En este lugar debe citarse un informe del 17 de abril de 2003,⁶ es decir en la fase cande de la guerra: «Una semana después de la invasión de las tropas en Bagdad, la capital de Iraq, continúan allí los saqueos e incendios provocados. Sobre todo, han causado indignación en todo el mundo, los asaltos a los hospitales y el saqueo sistemático del museo arqueológico ocurrido el sábado pasado. Sólo

grupo grande de habitantes de la ciudad. Estos no participaron en el saqueo, pero también tenían temor de intervenir en su contra. Según Bayomi, muchos tenían lágrimas en los ojos, de vergüenza. En la mañana del 9 de abril, el saqueo iniciado por las tropas se extendió al Museo de arte moderno.

La identidad cultural del Iraq en gran parte destruida

A partir de un determinado momento los saqueos se automatizaron. Cuatro semanas después del inicio de la guerra ilegal de EE.UU., la identidad cultural del Iraq quedó en gran parte destruida. En la historia de la tierra de los dos ríos, 2003 será el año cero.

Los saqueos y destrozos en el Museo Nacional de Iraq, son considerados por el *Deutscher Museumsbund* como «el máximo accidente previsible cultural». En una guerra largamente planeada las tropas aliadas deberían haber impedido un saqueo, y deberían haber protegido esa institución cultural, aclaró el presidente del *Deutscher Museumsbund*, *Martin Roth*. «Esa guerra tuvo en cuenta de asegurar las reservas de petróleo, pero la cuna cultural de la humanidad no estaba incluida».

El comando central norteamericano de Katar aclaró después de los primeros saqueos, que no contaba con tropas suficientes en Iraq para evitar esa infracción. Además, los soldados no podían hacerse cargo de funciones propias de la policía. El ministro de defensa norteamericano *Donald Rumsfeld* aclaró que los iraquíes, después de la caída de *Saddam Hussein*, eran hombres libres. Y los hombres libres también tienen la libertad de cometer errores.

Pero, sin embargo, las tropas de invasión demostraron que eran capaces de proteger edificios del saqueo y de la destrucción en Bagdad. Mientras que los palacios presidenciales, hospitales y museos durante días eran saqueados e incendiados, las tropas norteamericanas estaban apostadas frente al ministerio del petróleo. El edificio está vigilado las 24 horas del día por 50 tanques americanos.

Ahora hay que sacar consecuencias

El hecho de que hoy, paso a paso, se pueda – y se deba – hablar abiertamente sobre esto y otras muchas cosas, y también exigir que se saquen consecuencias, es un avance en la búsqueda de la verdad y la justicia.

El informe de la Unesco de junio de 2009, exige que debe hacerse todo lo necesario para que los centros culturales de la Babilonia iraquí sean restaurados, en la medida que esto aún sea posible. La lista de la Unesco es muy concreta y precisa. El objetivo es proteger a Babilonia en el futuro, integrándola en la lista del patrimonio mundial cultural.

Los medios para esto – hay que agregar – deben ser puestos a disposición por las potencias ocupantes. Esta es la exigencia mínima: él que provocó daños debe tomar la responsabilidad. Una reparación, es de todas maneras imposible, después de todo lo ocurrido. Pero todo lo que sea posible, se debe también exigir.

tres de las 32 clínicas en Bagdad pudieron seguir funcionando después del saqueo. Las tropas norteamericanas, supuestamente, serían las responsables del orden y la seguridad en la ciudad ocupada. Entre tanto, han sido destruidos la biblioteca nacional y el archivo de la nación. «Libros, cartas y documentos de gran valor fueron destruidos por las llamas en ese capítulo final del saqueo en Bagdad» escribió el conocido periodista inglés *Robert Fisk* en «Guardian» el día martes. «Yo veía a los que saqueaban y los americanos no hacían nada» se indignaba Fisk. Un docente de la universidad de Lund (Suecia) reprochó el día jueves que las tropas norteamericanas en marcha, incluso animaban a los habitantes de Bagdad a hacer destrozos.

Tropas norteamericanas instigaban al saqueo

«Los saqueos comenzaron recién cuando las tropas norteamericanas exortaron a la población» comentó *Khaled Bayomi* sobre sus experiencias en Bagdad. Originario de Egipto, Bayomi enseña e investiga en la universidad de Lund sobre conflictos en el cercano oriente. Al comienzo de la guerra, viajó a la capital iraquí como «escudo humano». El 8 de abril, la víspera de la toma definitiva de Bagdad, *Khaled Bayomi* relata que fue a visitar amigos en un barrio de emergencia detrás de la calle de Haifa, del lado oeste del Tigris. A raíz de las luchas encarnizadas, fue imposible llegar al otro lado del río. «Al atardecer, cuando éstas se calmaron algo, cuatro tanques de guerra americanos se posicionaron al borde del barrio de emergencia. Por alto parlantes exortaron en árabe a los habitantes para que se acercaran. Bayomi relata: «A la mañana, aún le disparaban a cualquiera que intentara cruzar la calle».

A raíz de la calma relativa, los habitantes tomaron coraje. Después de unos 45 minutos salieron los primeros a la calle. De pronto, los soldados dispararon a dos sudaneses que estaban frente a un edificio administrativo en la calle Haifa. «Yo estaba a sólo 300 metros de distancia cuando los hombres fueron asesinados» relata Bayomi. El día anterior había hablado con los dos trabajadores. Las tropas, seguidamente, dispararon sobre la puerta de entrada. «El traductor árabe desde el tanque, exortó a los habitantes a entrar en el edificio y desmantelarlo.» Pronto se corrió la voz, y el edificio fue saqueado.

«Poco después, los tanques rompieron las puertas del Ministerio de justicia, y el saqueo continuó allí.» Así describe Bayomi el estallido inicial de los saqueos en Bagdad. Él mismo lo pudo observar junto a un

¹ Datos de *Spiegel-Online* del 25.8.2009

² Dato de «Schuldner-Atlas 2009» editado por Creditreform Wirtschaftsforschung 4.11.2009

³ *ntv*-Börsenbericht del 26 de noviembre

⁴ *Der Spiegel* del 23.11.2009

⁵ International Coordination Committee for the Safeguarding of the Cultural Heritage of Iraq, Sub-Committee on Babylon: *Final Report on Damage Assessment in Babylon (CLT/EO/CIP/2009/RP/114)* del 26.6.2009

⁶ www.puk.de/nhp/index.php/de/component/content/article/361.html

Créer la paix

Exposition d'art de Theo Dannecker à l'église réformée de Niederurnen en Suisse

par Vera Zirotz Gut

«Créer la paix» – voilà le titre de l'exposition de l'artiste conceptuel zurichois Theo Dannecker. Après avoir présenté ses œuvres à l'église de Balgrist à Zurich au cours de l'été 2008, son exposition élargie est actuellement visible à l'église réformée de Niederurnen (canton de Glaris) du 25 novembre au 18 décembre. Elle est composée d'un ensemble de peintures, d'objets et d'installations qui thématisent d'une part la guerre et illustrent d'autre part les conditions individuelles et sociétales du sujet «Créer la paix».

«Vers la paix perpétuelle» – voilà comment Emmanuel Kant intitula son essai de 1795 développant une première esquisse du droit international. Il passe pour être le traité philosophique le plus important qui existe en langue allemande, ayant pour sujet la paix et la guerre. Kant prétend avoir trouvé cette formule comme inscription gravée sur le panneau d'une taverne hollandaise, accompagnée de l'image d'un cimetière. L'ambiguïté du titre, le silence du cimetière et la béatitude éternelle, Kant les a exploités en commençant son traité de la manière suivante: «Peu importe si ces paroles, gravées avec une intention satirique sur l'enseigne de ce tavernier hollandais, accompagnées de l'image d'un cimetière, visaient les hommes en général ou particulièrement les têtes couronnées jamais rassasiées de guerres, ou encore les philosophes rêvant ce doux rêve.»¹

Et Kant a ajouté cette phrase remarquable que la paix éternelle n'est pas une idée dénuée de tout sens, mais plutôt une tâche qui doit être accomplie pas à pas. Sur le plus grand des tableaux de l'exposition «Créer la paix» de l'artiste conceptuel Theo Dannecker, on retrouve à droite Kant, installé à une table.

Au début de la visite de l'exposition, qui a trouvé un cadre très agréable à Niederurnen, il vaut la peine de s'attarder devant ce tableau qui nous montre clairement la tradition dans laquelle se placent le sujet de l'exposition aussi bien que les convictions de l'artiste lui-même.

Friedrich Schiller, figure qui se trouve tout à droite du tableau, à moitié coupée et tournant le dos à l'observateur, était un grand admirateur de Kant et, d'abord, tout comme le maître à penser lui-même, fasciné par les idéaux de la Révolution française. Mais quand Schiller entendit parler des exécutions, il s'en détourna, indigné, et commença même à rédiger un plaidoyer pour défendre Louis XVI. Ainsi se trouve-t-il, non seulement en poète de la liberté personnelle et politique que nous



«Tableau d'atelier» (2004). (photo hh)

connaissions, à la tête de la table d'esquisse, mais comme médiateur qui expose, dans ses «Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme» (1795) qu'une amélioration des conditions politiques n'advient que par «l'ennoblissement du caractère», l'instrument conduisant à cette transformation n'étant rien d'autre que «les beaux arts».

Le contemporain de Schiller, Heinrich Pestalozzi, pédagogue et réformateur social, se trouvant directement derrière Kant, ajoute un accent humanitaire important aux protestations contre la guerre en aidant précisément les orphelins de guerre. Son but est de renforcer l'homme entier par une éducation et une formation en accord avec sa nature de sorte que l'enfant déjà, puisse développer ses capacités intellectuelles, éthiques et artisanales.

C'est à maintes reprises que le tableau insiste sur l'importance de l'éducation à vivre ensemble en paix. Au premier plan se trouve Erasme de Rotterdam, humaniste, élégamment vêtu et portant dans sa main un rouleau manuscrit, en compagnie du comte Léon Tolstoï, dans son habit modeste de coton blanc, tous deux ayant reconnu l'importance de l'idée pédagogique, comme Alfred Adler, dont Sibil – l'épouse de l'artiste et pédagogue elle-même – est en train de sortir l'ouvrage intitulé «Sur le sens de la vie» de la bibliothèque. Sur le rouleau manuscrit d'Erasme on peut lire la phrase, citée de sa «Plainte de la paix», traité essentiellement pacifiste: «Il n'est presque pas de paix, aussi injuste soit-elle, qui ne serait pas préférable à toute guerre <prétendument juste>». Erasme

s'est consacré à l'éducation du dauphin, le futur Charles V, pour jeter les bases d'une politique de paix, tandis que Tolstoï fondait des écoles en faveur de ses serfs, des plus pauvres, du peuple. Il ne commença sa carrière d'auteur de manuels et de romans tels que «Guerre et Paix» que lorsque les autorités du tsar eurent fermé ses écoles libertaires. Alfred Adler, lui, a profondément analysé les questions pédagogiques, la dimension sociale de l'homme, son esprit communautaire et promulgué ses idées à travers ses publications scientifiques.

L'artiste exprime le lien intérieur qui existe entre Tolstoï et Gandhi par un trait extérieur, c'est-à-dire par leurs habits simples en coton. Gandhi apparaît sur le tableau en compagnie de deux colombes qui font allusion à sa conception de la résistance non-violente. Gandhi, par son refus de collaborer avec les colons anglais, devint le guide politique et spirituel de son pays forçant les Anglais, en 1947, à accepter la déclaration d'indépendance de l'Inde.

Albert Schweitzer, philosophe et médecin, quitte son pays (ce qui est symbolisé par le fait qu'il sort, sur le devant du tableau, littéralement de son cadre) pour travailler comme médecin-missionnaire en Afrique, en faveur de ceux qui souffrent des maladies tropicales. Dans le contexte de cette exposition, rappelons surtout le fait qu'Albert Schweitzer s'est engagé contre l'armement nucléaire. Le 23 avril 1957, sur radio Oslo, il fit diffuser son «Appel à l'humanité» pour sensibiliser le monde entier aux «dangers d'une guerre nucléaire» et œuvrer en vue du «renoncement

aux explosions atomiques d'essai». Le mouvement anti-nucléaire n'a pas pu empêcher l'armement atomique, mais il a néanmoins abouti au Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère, toujours en vigueur. Ce mouvement a alarmé la conscience collective d'une manière beaucoup plus efficace que ce que nous en savons aujourd'hui.

Trois autres personnages, assemblés autour de la table d'esquisse, ont accusé la guerre et ses crimes: Berta von Suttner avec son roman «Die Waffen nieder» (Bas les armes!) et les deux peintres assis auprès d'elle, Francisco Goya et Pablo Picasso. Goya tient son tableau bouleversant «La fusillade des insurgés du 3 mai 1808 à Madrid, par les grenadiers de Napoléon». Il a été l'un des premiers à oser représenter, sur une toile, la cruauté d'une fusillade. Quant à Picasso, il a créé, avec son fameux tableau «Guernica» le tableau le plus important du mouvement anti-guerre du XX^e siècle. Il le composa en 1937, répondant ainsi à l'attaque aérienne de la Légion Condor allemande sur la petite ville basque de Guernica.

Ce tableau-là a accompagné Theo Dannecker depuis sa jeunesse, il fut pour lui le modèle encourageant à créer un tableau anti-guerre dans notre époque et contre nos guerres.

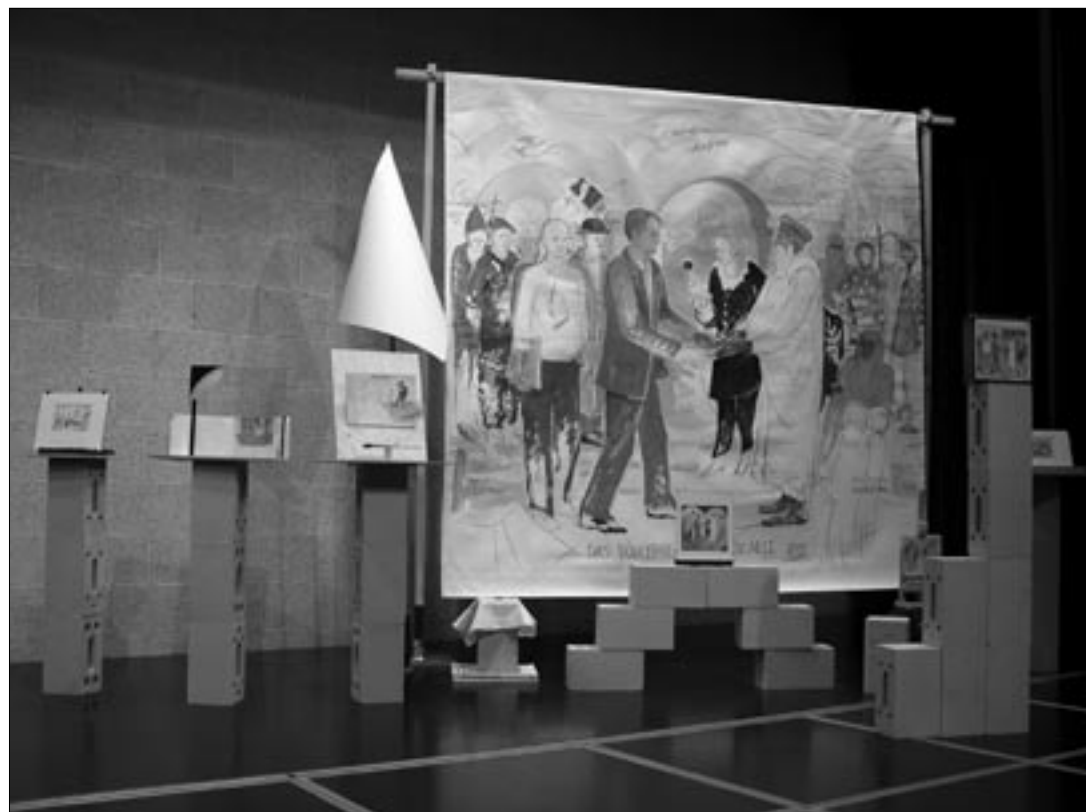
Sur le tableau nous retrouvons l'artiste lui-même, debout devant son chevalet en train de faire le portrait de Käthe Kollwitz, peintre allemande qui, après avoir perdu son fils dans la Première Guerre mondiale, s'engagea de toutes ses forces pour la paix.

C'est à ce moment-là que nous nous rendons compte qu'avec ce grand tableau, il s'agit en effet d'un tableau d'atelier, d'une installation qui s'empare de l'espace et qui rassemble près de la toile des études préalables, des ustensiles de peinture, des livres et des esquisses de ses élèves de dessin. Voilà donc des êtres humains rassemblés en train de protester contre la guerre, par la plume et par le pinceau, par la parole et par leurs actes. Ce sont des hommes et des femmes qui ont contribué au développement de l'éducation populaire, de la pédagogie, des droits de l'homme, du droit international, à la fondation de la Croix-Rouge et des Bons offices, des individus qui se sont engagés, avec leurs forces vitales, pour l'indépendance politique et une vie communautaire en paix et sans violence. Ils peuplent l'ancien atelier de l'artiste qui se trouvait, à l'époque, à la Kreuzstrasse 64 à Zurich, endroit qui lui servait, d'une part d'atelier et d'école d'art et qu'il faut comprendre, d'autre part, comme lieu de rencontre aussi, où l'on a affaire à toute notre histoire et toute notre société. Voilà donc réunis les hommes et les femmes qui ont incité l'artiste à travailler sur le sujet de la «paix».

Theo Dannecker, un artiste conceptuel

Pour répondre à la question de savoir où placer les tableaux de l'artiste conceptuel qui s'adresse d'une manière si directe au spectateur, il faut remonter au XX^e siècle.

Celui-ci fut marqué, en histoire de l'art, par la peinture abstraite. On s'est concentré sur les couleurs et les formes faisant ainsi abstraction de l'objet auquel on reprochait de nous détourner de l'art pur. L'art conceptuel s'est développé dans les années 60, issu de la peinture abstraite et du Minimal Art, il a réintroduit les premiers objets – souvent des trouvailles – dans le tableau et mis surtout l'accent sur le concept, sur l'idée de base. Les œuvres ne se présentent pas comme objets fixes, refermées sur elles-mêmes, mais se constituent d'abord par leur contenu idéal. Ainsi le spectateur se trouve dans une situation beaucoup plus exigeante. Il ne se voit plus limité à l'observation, mais il est censé lire les textes, reconstruire les idées. L'œuvre d'art sort de sa sphère d'entité



«Créer la paix – le droit international vaut pour tous» (2007). (photo hh)

Suite page 8

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Créer la paix»

suite de la page 7

close. Theo Dannecker a évolué avec cette approche, il a mis l'accent sur le contenu et la création conceptuelle. Il s'adresse directement au spectateur, à travers la forme ouverte de ses objets qui sont souvent accessibles, dont on peut ouvrir et refermer des parties entières et qui sont donc modifiables. Le spectateur est constamment encouragé à approfondir son observation, à se laisser toucher par ce qu'il voit, à y réfléchir et y faire son choix.

En effet, même la pancarte «Créer la paix» – installée au milieu du trafic, prend la dimension d'un appel au visiteur à agir.

L'artiste conçoit chaque exposition comme un tout conceptuel qu'il aménage selon le lieu d'exposition et la situation historique. Qu'en est-il de cette exposition-là?

La faim et l'adoration du veau d'or

Tout de suite, en entrant dans la nef de l'église, le visiteur se voit confronté avec une installation à tête de Janus lui mettant en évidence les problèmes actuels, notamment ceux de l'année passée: «La faim (2008) et «L'adoration du veau d'or» (2009). Ces deux œuvres d'art sont exposées à Niederurnen pour la première fois.

Dans une soupière vide, une bande écrite mène vers le fond. On peut y lire: «Ils promirent la nourriture et ils amenèrent la faim, la pauvreté et la mort.» En noir sur un carton blanc, on peut voir une scène de basse-cour avec des ombres en noir et blanc, une scène où des aides tentent de sauver des personnes affamées, optiquement, réduites à des silhouettes, de simples lignes de profil. Theo Dannecker accuse à juste titre: «Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim.» Il leur faut de l'aide de nous tous. D'après les connaissances les plus récentes dont témoigne le *Rapport mondial sur la nourriture* du mois d'octobre 2009, ce sont déjà plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim. Une personne sur six n'a presque rien à manger. Dans les régions rurales du tiers monde vivent 70% des affamés. Bien qu'on sache que la famine ne devrait de nos jours plus être un problème – le rapport remarque explicitement qu'une agriculture régionale, écologique et paysanne est la bonne réponse à la famine –, il n'y a jamais eu autant de gens souffrant de la faim que de nos jours. Et jamais il n'y a eu une telle concentration des richesses comme en 2009. Pendant que les uns meurent de faim, le show continue, l'adoration du veau d'or avec les actions et les hedge funds conduisent à des gains énormes. Dans cette situation Theo Dannecker dit clairement stop et demande à y remédier. Ce n'est qu'en nous laissant toucher, en souffrant avec les autres, que nous aurons le désir de changer quelque chose. Sinon nous acceptons que la souffrance s'aggrave, comme on peut le voir dans les tableaux sur la guerre.

Réflexions sur la guerre

Les réflexions sur la guerre de Theo Dannecker se concentrent dans plusieurs tableaux et objets, qui documentent la longue occupation de l'artiste avec ce thème: La conception complexe «Nous, êtres humains, et la guerre» est née déjà en 1977 en tant qu'écho à la guerre du Vietnam; «La tête pleurante» de 1990, un dessin au trait expressif, exprime la tristesse devant l'état des hommes, qui, après la fin de la soi-disant guerre froide ne peuvent toujours pas vivre en paix. «Le monument contre la guerre» (2001), une tête en plâtre noir et gris sur un socle haut, sur lequel les noms des récentes guerres sont gravés, a été modelée d'après une pierre que l'artiste avait trouvée à Venise le jour même que les Américains ont commencé à bombarder l'Afghanistan. Elle symbolise d'un côté, dans ses parties détruites, dans sa surface défoncée, la souffrance des victimes de guerre, et de l'autre côté, dans ses parties élevées la grimace des agresseurs. Avec la petite pierre à côté de la grande tête, l'on reçoit aussi directement l'inspiration artistique de ce monument. Theo Dannecker ne fait pas de secret de ses inspirations pour son travail. C'est plutôt la clarté de l'expression qui lui est importante, l'intelligibilité de ses objets.



L'artiste dans son atelier devant son tableau «Grande tête – le cœur se trouve dans la tête» (2009). (photo hh)

Cela fait partie de l'art conceptuel que le façonnement des œuvres ou leur genèse – comme la petite pierre – soient transmis en même temps et que l'observateur puisse ainsi mieux saisir les idées de l'artiste.

De petits objets en carton noir sur un chevalet, qui peuvent s'ouvrir, montrent les crimes, les conséquences immédiates et les répercussions à long terme des guerres récentes. Ils nous montrent que la paix est encore loin aujourd'hui. Des soldats fortement armés tirent sur des enfants en fuite, laissant d'innombrables morts, des régions ravagées et contaminées et procréent – comme les habitants locaux – des enfants malformés et génétiquement atteints. «Je me tais, tu te tais, nous nous taisons» conjugue Dannecker.

Les guerres naissent dans la tête

L'artiste n'en reste pas à la description de la misère et des crimes de guerre. Il se pose toujours à lui-même et aux observateurs la question: «Que faut-il pour sortir de ce chaos et pour faire la paix?»

Et avec chaque objet il tente de donner une réponse partielle. Dans le dessin scientifique «Grande tête» (2009) avec une représentation prononcée du cerveau – montré d'ailleurs pour la première fois à Niederurnen – Theo Dannecker rappelle, sur les panneaux tendus devant, que la guerre a sa source dans le cerveau de l'homme. La guerre n'est pas un phénomène naturel. Longtemps avant l'élaboration des plans d'intervention, les armes atomiques sont développées, construites, produites et achetées. Puisqu'on sait aujourd'hui que l'homme prend ses décisions sur un fondement émotionnel et que ces émotions sont formées par ses expériences personnelles et par l'influence de l'environnement – Dannecker le mentionne explicitement – alors la formation du sentiment doit être abordée avec grand

soin; on ne peut être indifférent au fait que la jeunesse s'entraîne aux jeux de violence, ou au contraire qu'on l'entraîne à l'esprit d'équipe dans une association sportive. Et ce n'est pas égal si les adultes s'enivrent de pouvoir ou au contraire s'engagent dans leurs communes comme il est démontré par exemple «Dans la petite salle d'auberge» – un dessin de ce nom.

Conditions préalables pour la paix

Déjà avant que le visiteur entre dans l'église, il est introduit au thème dans le foyer par une première unité. Comme base pour une vie commune pacifique et humaine, Theo Dannecker mentionne un développement profitable dans la famille, le libre déploiement au sein de la communauté et l'indépendance politique et économique de la communauté. Une jeune mère – nommée «Sécurité» (2002) –, qui tient son enfant dans ses bras en le protégeant, représentant la relation sûre entre la maman et l'enfant; un jeune paysan – nommé «La libre parole» (2002) – s'adresse par microphone à une grande assemblée, représente la participation avec assurance dans la société. Ce développement et cet épanouissement de l'homme sont seulement possibles dans une communauté économiquement et politiquement libre – symbolisée par le bidon à lait avec le titre «Indépendance» (2009) – c'est-à-dire une société dans laquelle les besoins de base sont garantis, où les citoyens reçoivent des produits de l'agriculture locale et les paysans bénéficient de prix couvrant les frais de production et leur donnant une existence. Mais cette construction de la société ne garantit la paix que si chaque citoyen donne sa contribution à sa place, s'il s'engage avec ses connaissances spécialisées de manière responsable: si le «Journaliste» (2009) empêche la désinformation, la «Paysanne» (2009) veille à des produits agricole sains,



«Monument contre la guerre» (2001). (photo hh)

le «Professeur» (2009) prend position contre la violence et les jeux violents de l'industrie informatique, le «Juge» (2009) stigmatise les guerres préventives comme violation du droit international et prend soin du droit, et si le «Peintre» (2009) intègre l'éthique dans son œuvre. Ses collègues artistes, qui travaillent dans ce sens, sont honorés par Theo Dannecker par les «Dessins en petit format» (2008) qui montrent une pièce spécifique pour chaque artiste nommé. Même si tous sont intéressants, *Albert Anker* est pris comme exemple, car il nous rappelle avec «La soupe au lait de Kappel» de 1869 un exemple de solution de conflit pacifique, qui, en même temps, devait servir de modèle pour la guerre franco-allemande qui commençait.

Il existe, à partir de ces sujets qui sont proposés dans le hall d'entrée, des relations avec d'autres installations dans la nef, avec les œuvres dans le chœur et avec les tableaux suspendus sur lesquels se trouvent encore d'autres aspects de la vie en commun pacifique de la famille et de la société.

Regroupée autour du baldaquin, autour des paroles bibliques du Sermon sur la montagne, dans le chœur à côté du tableau d'atelier, se dévoile une œuvre principale à laquelle l'exposition prête le nom de «Créer la paix – le droit international vaut pour tous» (2007).

«Créer la paix – le droit international vaut pour tous»

Theo Dannecker a développé un exemple sous ce titre, comment redonner la dignité à des peuples découragés et lourdement endommagés. Au centre de cette installation se rencontrent des représentants de l'Occident avec des représentants de l'Afghanistan, de l'Irak, avec des membres de tribus africaines. Dans cette rencontre historique, le politicien occidental va à la rencontre des Afghans avec ces mots: «Nous vous avons fait du mal». Le premier pas vient donc de l'Occident. L'aveu de culpabilité, la disposition à réparer le mal causé, le fait de «s'écouter mutuellement et d'apprendre à se comprendre» sont nommés ici comme conditions pour un véritable accord de paix.

«Accord de paix»

Kant a écrit en 1795 que la paix perpétuelle n'est ni une idée creuse, ni une illusion; c'est une tâche, qui doit être accomplie pas à pas. Aujourd'hui, plus de 200 ans après la mort de Kant, l'heure de la paix perpétuelle n'a pas encore sonné. Au contraire. Il semble que les gouvernements de l'Occident se soient accordés sur un contre-programme kantien. Depuis des années ils mènent la guerre contre des pays du Sud. Leur promesse, au changement du millénaire, de réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à l'an 2015 est repoussée au lointain. Au Sommet mondiale de l'alimentation à Rome, en novembre de cette année, les chefs d'Etats des riches pays industrialisés ne se sont même pas déplacés. Kant ne se faisait cependant pas d'illusions sur l'état des chefs d'Etats, qui – comme il l'écrivit – ne sont jamais rassasiés de guerres. Toutefois, il n'a pas seulement la fin de la guerre comme objectif, mais l'éradication totale du phénomène de la guerre. En 1795, il a commencé à rédiger les premiers articles d'un droit international général, qui régit une cohabitation pacifique entre les peuples. Depuis lors, le droit international fut développé, puis complété par le droit international humanitaire et la Charte des droits de l'homme fut créée. Si nous déplorons aujourd'hui le mépris de ces droits, c'est à nous de leur donner la valeur appropriée. La paix est une si grande valeur, que nous ne pouvons pas laisser son maintien uniquement aux gouvernements. C'est une tâche, dit Kant, qui doit être accomplie pas à pas!

Theo Dannecker s'est consacré à cette tâche, suivons son appel, créons la paix! •

Heures d'ouverture:

mardi, jeudi, vendredi: 9h30–11h30/15h00–17h00

mercredi: 9h30–11h30/17h30–20h00

samedi: 15h00–17h00

dimanche: Visite guidée par l'artiste

après le culte: 10h45–12h00/15h00–17h00

Cette exposition est particulièrement recommandée aux classes scolaires.